

489 LM 2/6

~ Délégation ~



*Le Mans T'ou*

DELEGATION REGIONALE du MANS

*W. Bouy  
9/7*

Au cours d'une Conférence (29 Juin) entre le Ministre des Communications et le Président de la HVD, celui-ci a donné son accord à l'établissement d'une ZONE W, considérée comme zone de combat, à l'intérieur de laquelle la réparation et l'exploitation des lignes sont assurées par les Services allemands.

La ZONE W est jalonnée par les Centres ferroviaires de ROUEN (Rive gauche), EVREUX, DREUX, ALENÇON, FOUGERES, DINAN.

En dehors de la ZONE W ainsi définie, les conditions actuelles d'exploitation de la Région sont maintenues.

\* \* \*

En raison de la destruction des liaisons téléphoniques entre PARIS et les Arrondissements du MANS/RENNES/NANTES, une Délégation régionale, installée au MANS, aura autorité sur tous les Services en vue de prendre les décisions urgentes dans toute l'étendue des Arrondissements de :

LE MANS - RENNES - NANTES - TOURS - SAINTES.

M. BERTRAND, Chef du Service V.B. de la Région OUEST, agira par délégation des Directeurs des Régions OUEST et SUD-OUEST et des Chefs des Services EX/MT/VB de ces Régions; toutefois, en ce qui concerne SAINTES, il se concertera avec M. GIRETTE, représentant la SNCF à TOULOUSE et BORDEAUX.

M. BERTRAND sera assisté de :

MM. GUILLEMARE,	Inspecteur principal	(Exploitation)
ALIAS,	Ingénieur	(Exploitation)
ROUSSELET,	Ingénieur Adjoint	(Traction)
de VERNON,	Ingénieur adjoint	(Direction)

EBD/OUEST sera représenté au MANS par M. SPOHN, délégué.

\* \* \*

La Délégation, qui se tiendra en contact avec les Pouvoirs Publics et, notamment, avec les Préfets Régionaux d'ANGERS et RENNES, aura mission de rétablir :

- les itinéraires désignés par HVD, qui seront utilisés pour les transports W et pour le trafic français.
- les lignes susceptibles de concourir au Ravitaillement en denrées essentielles pour la Région parisienne, particulièrement en pommes de terre de Bretagne.

Le Directeur : LEGOUX.

22 Juin 1944.

Monsieur le DIRECTEUR GENERAL de la SNCF,

La situation militaire exige que les problèmes posés par la Wehrmacht aux Chemins de fer soient résolus au plus tôt. Par suite du manque de moyens de télécommunication, quand les services allemands de surveillance donnaient des instructions ou présentaient des vœux auxquels il était nécessaire de donner immédiatement satisfaction du point de vue des intérêts allemands, il a souvent été impossible aux services français de se procurer les autorisations ou les instructions qu'ils jugeaient nécessaires d'obtenir de leurs propres Services de surveillance (Arrondissement, Région par exemple). Mais si ce genre d'instructions ne leur parvient pas, ils ne tiennent souvent pas compte des désirs des services allemands de surveillance.

Un ordre militaire m'a donné mandat de satisfaire par tous les moyens les exigences de la Wehrmacht en matière de transports. Dans les cas ci-dessus où les Services français croient devoir obtenir de leurs Services hiérarchiques, sans toutefois pouvoir les atteindre, une instruction spéciale pour donner suite aux désirs allemands, il faut que les Services allemands de surveillance aient pouvoir de donner des ordres.

En conséquence, j'ai donné aux EPD, aux Bbv, aux Services de surveillance de ces EPD et Bbv et à leurs inspections de surveillance ainsi qu'à tous les délégués qualifiés de ces Services et de la HVD-PARIS, pouvoir de se substituer aux Services français de surveillance si leurs instructions manquent pour appliquer une mesure décisive sur le plan militaire, et de donner à leur place les ordres nécessaires à cet effet pour assurer ainsi une exécution plus rapide des mesures qui importent à la Wehrmacht.

Signé: WINTGEN (Président HVD).

S.N.C.F.

28 Juin 1944.

MM. les DIRECTEURS des Régions,

Je vous transmets ci-joint copie de la lettre que le Président WINTGEN vient de m'adresser pour m'informer qu'il a été donné aux Services allemands de Surveillance les pouvoirs de se substituer aux Services français de Direction, en cas d'interruption de communications téléphoniques, pour donner aux Services locaux de la SNCF les ordres nécessaires à une exécution rapide des mesures exigées par la Wehrmacht.

Je vous prie de bien vouloir transmettre les instructions utiles à ce sujet à vos Services locaux, et inviter ces derniers à réclamer, pour les questions importantes, la confirmation par écrit, préalable en principe, des ordres ainsi donnés.

Ils vous rendront compte des cas où ces ordres ont visé des questions importantes, de ceux où ils ont été nettement opposés à nos instructions ou directives, du refus d'ordres écrits et, d'une façon générale, des circonstances et des conséquences de ces démarches.

Le Directeur Général: LE BESNERAIS.

Ci-dessous extrait d'un Rapport moral du dépôt de  
CHATEAU-du-LOIR en date du 1er AOUT 1944:

.....  
"Aujourd'hui 1er Août, le personnel n'a pu être payé :  
"Le 28 Juillet nous avons reçu un chèque daté du 13 Juillet, de  
"TOURS, et payable à la Banque de France par l'intermédiaire d'un  
"banquier. Ce chèque étant barré, le Crédit Lyonnais demande 2,5 %  
"pour délivrer les fonds. De ce fait, M. SAULNIER, Chef de bureau,  
"part demain matin à TOURS à bicyclette, accompagné de 4 agents  
"pour toucher les fonds.

"Pour simplifier la paye du mois prochain, peut-être serait-il  
"possible de recevoir un chèque payable au Crédit Lyonnais, seul  
"Etablissement de CHATEAU-du-LOIR. Nous ne pouvons, du reste, aller  
"tous les mois à TOURS chercher de l'argent avec de tels moyens".

Le s/Chef de Dépôt  
signé: MONTENON

DELEGATION REGIONALE OUEST.

2.8.44



Régions { OUEST  
SUD-OUEST

ORGANISATION PROVISOIRE à TOURS  
d'une DELEGATION  
des REGIONS OUEST & SUD-OUEST

En raison des circonstances et de la présence à TOURS d'un Délégué HVD, M. le Directeur Général a prescrit l'envoi à TOURS d'un Délégué SNCF ayant autorité sur tous les Services, en vue de prendre les décisions urgentes, dans toute l'étendue des Arrondissements Exploitation de :

TOURS - LE MANS - RENNES - NANTES - SAINTES. ✓

M. BERTRAND, Chef du Service V.B. de la Région OUEST, agira par délégation des Directeurs des Régions OUEST et SUD-OUEST et des Chefs des Services EX/MT/VB de ces Régions: toutefois, en ce qui concerne SAINTES, il se concertera avec M. GIRETTE, représentant la SNCF à TOULOUSE et BORDEAUX.

M. BERTRAND sera assisté de :

MM. GUILLEMARE,	Inspecteur principal	(Exploitation)
ALIAS,	Ingénieur	(Exploitation)
ROUSSELET,	Ingénieur Adjoint	(Traction)
de VERNON	Ingénieur Adjoint	(Direction)

M. BERTRAND organisera un Secrétariat (en utilisant du personnel de TOURS) et enverra chaque jour par la liaison SUD-OUEST "Poitiers/Tours/Paris" :

- un Rapport au Directeur de la Région SUD-OUEST,
- un Rapport au Directeur de la Région OUEST.

M. BERTRAND se tiendra en contact avec les Pouvoirs Publics et, notamment, avec les Préfets Régionaux d'ANGERS et POITIERS.

Le DIRECTEUR  
de la Région SUD-OUEST,

signé: DUMAS

Le DIRECTEUR  
de la Région OUEST

signé : LEGOUX

M1

MFO/mo du 22-4-1945 (Conditions de mise à la disposition des services de la Police de la sûreté des personnes et matériels situés dans les Gares de la Société Nationale de Chemin de fer S.N.C.F.)  
 pour être après avoir été communiqué et parvenu.

Dépôts	date de volonté	date de transmission	visa
Alençon	29-4-45	30-4-45	Le Chef de Dépôt <i>[Signature]</i> <i>[Signature]</i> <i>[Signature]</i> <i>[Signature]</i>
Fontenay	2-5-45	2-5-45	
La Flèche	4-5-45	4-5-45	
Laval	7-5-45	8-5-45	
C. Nivernais	10-5-45	11-5-45	

Le Maire le 28 AVRIL 1945

le Chef de l'Arrondissement du Mans

*[Signature]*

Le Directeur Général de la S.N.C.F.  
*[Signature]*

S.N.C.F. 88, rue Saint-Lazare. *le Blau*

Secrétariat Général

17 Mars 1945

Domaine

93 D/ 379

Monsieur le Directeur de la  
Région de l'Ouest

Service V.B. - Domaine

La Convention entre le Ministère de  
l'Intérieur et la S.N.C.F. fixant les condi-  
tions de mise à la disposition de la Sûreté  
Nationale, de locaux et d'emplacements dans  
les gares, vient d'être régularisée.

Je vous prie de bien vouloir trouver  
ci-joint, une copie de cette convention  
ainsi qu'un modèle de procès-verbal prévu à  
l'article 3.

*Vu ch  
le 17.3.45*  
Le Secrétaire Général  
Le Chef du Domaine

....

-----  
Copie transmise à Monsieur le Chef du  
Service du Matériel et de la Traction,  
A titre de renseignement

PARIS, le 6 Avril 1945.

SD/JT/19

PARIS, le 22 AVR 1945

MTO/mo 7.211

-----  
Copie transmise à titre de renseignement  
à TOUS ARRONDISSEMENTS TRACTION.

*H. Richon*  
Le Chef de la Subdivision MO,

*Il n'y a rien dans cette pce  
besoin de transmettre aux Sign. ?*  
*25/4* *Aug*



Le Moult

C O N V E N T I O N

-:-:-:-:-

Fixant les conditions de mise à la disposition des Services de la Police de locaux nus ou meublés situés dans les Gares de la Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.)

ENTRE :

M. le Ministre de l'Intérieur représenté par M. HIRSCH, Directeur du Matériel, du Logement des Transports de la Sécurité Nationale.

d'une part,

Et la Société Nationale des Chemins de Fer Français, représentée par M. VACOGNE, Gaston, son Secrétaire Général,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1er - Conditions d'occupation.-

Lorsque les exigences du Service du Chemin de Fer le permettront, la S.N.C.F. mettra à la Disposition de la Direction des Services Techniques de la Police, sur demande de cet organisme, les locaux nus ou meublés ou, les emplacements nus destinés aux Commissariats spéciaux des gares, aux conditions ci-après :

Article 2 - Redevances.-

1/ - Locaux nus ou meublés -

A) - Occupation des locaux.-

Les conditions financières de l'occupation seront celles indiquées dans le Cahier des Conditions Générales d'Occupation d'emplacements situés dans les gares, catégorie halle ou quai couvert (C.C.O.) édition du 5 Août 1941 avec un minimum de trente (30 Francs) le mètre carré, et par an.

B) - Eclairage et chauffage électrique -

Le prix du Kwh sera le suivant :  $1,54 + 0,0015 (I - 511)$ .  
(I représente la valeur de l'index économique électrique)  
(basse tension).

Dans le cas où la pose de compteurs serait impossible ou

onéreuse, des forfaits pourront être pratiqués et établis d'après la durée moyenne d'utilisation et le prix du Kwh indiqué ci-dessus.

C) - Chauffage autre que l'électrique.-

Tant que subsisteront les restrictions de chauffage actuellement en vigueur, le montant de la redevance sera déterminé forfaitairement chaque année et pour chaque foyer, en prenant pour base le prix de revient S.N.C.F. de 500 kgs d'anthracite pendant le mois d'octobre, majoré des frais de main-d'oeuvre et d'entretien des installations.

La redevance ainsi calculée sera majorée de 50% au rétablissement du régime normal de chauffage.

Les locaux seront pourvus d'appareils de chauffage et de combustible dans la mesure où il sera possible et où les agents de la S.N.C.F. pourront eux-mêmes être chauffés dans leurs locaux de service.

D) - Mobilier -

Le mobilier sera, en principe, fourni par la S.N.C.F. dans la mesure où elle pourra le faire sans gêne pour ses besoins propres.

La redevance sera fixée à 15 % de la valeur d'inventaire.

La Direction des Services Techniques de la Police aura la faculté de fournir son propre mobilier totalement ou partiellement.

E) - Modifications ou améliorations faites par la S.N.C.F.-

Une somme égale au 11/12ème du montant des travaux (y compris les frais généraux d'usage), devra être versée à la S.N.C.F. dans le mois suivant l'acceptation du devis.

Pour le solde, la S.N.C.F. adressera à l'Administration dans le mois suivant, l'achèvement complet des travaux, une facture (ou mémoire) des sommes qui lui seront dues.

Le règlement devra être effectué dans un délai de quatre vingt dix jours à dater de l'envoi de la facture (ou du mémoire) ou de l'échéance, si celle-ci est postérieure à l'envoi de la facture.

Les sommes restant dues à l'expiration de ce délai, après rectification, s'il y a lieu, en accord entre les deux parties, seront de plein droit, sans aucune mise en demeure, et quelle que soit la cause du retard de paiement, productives d'intérêts au profit de la S.N.C.F. au taux d'escompte de la Banque de France majorée de 1%.



Le Ministère de l'Intérieur pourra effectuer à ses frais les travaux d'aménagement n'intéressant pas le gros oeuvre et qu'il jugera nécessaires à l'intérieur des locaux, sous réserve de l'autorisation de la S.N.C.F. à qui il devra en soumettre le projet.

11/ - emplacements nus -

Les conditions financières d'occupation des emplacements nus seront celles indiquées dans le Cahier des Conditions Générales d'occupation d'emplacements situés dans les gares (C.C.O.) dont il a été ci-dessus question, réduites de 50%.

Aménagement des emplacements occupés.-

Un devis estimatif des travaux sera établi par les soins des services qualifiés de la S.N.C.F. et adressé pour approbation à la Direction des Services Techniques de la Police qui donnera son accord sur l'exécution des travaux faisant l'objet du devis.

La S.N.C.F. règlera les dépenses et en demandera le remboursement, avec les majorations d'usage pour frais généraux à la Direction des Services Techniques de la Police.

Le règlement devra être effectué comme il a été indiqué en E ci-dessus pour les modifications ou améliorations faites aux locaux nus ou meublés.

Art. 2 - Période d'occupation -

Le point de départ des occupations sera fixé pour chacune d'elles dans un procès-verbal établi contradictoirement en double exemplaires. Ce procès-verbal mentionnera également l'état des lieux et, le cas échéant, du mobilier, au moment de la prise de possession. Il indiquera, en outre, le détail des redevances dues à la S.N.C.F.

Il pourra être mis fin à chacune des occupations autorisées par un avis notifié par l'une des parties contractantes à l'autre six mois à l'avance. Toutefois, dans les cas d'urgence, ce délai pourra être réduit à quinze jours sans indemnité de part ni d'autre.

Au moment de la cessation des occupations, la remise des lieux dans leur état primitif sera effectuée aux frais du Ministère de l'Intérieur, sauf accord contraire avec la S.N.C.F.. Les Travaux de modification des locaux seront effectués exclusivement par la S.N.C.F.; ceux de remise en état des aménagements intérieurs pourront être effectués par les soins du Ministère de l'Intérieur ou de la S.N.C.F.. Une vérification contradictoire aura lieu en vue de la constatation des détériorations et des objets manquants dont la réparation ou le remplacement seront facturés au Ministère de l'Intérieur (y compris tous frais généraux d'usage).



Art. 4 - Règlement des redevances -

Les redevances seront réglées par trimestre, à terme échu, sur présentation d'un mémoire établi sur papier libre et dans le courant du mois qui suivra la présentation de ce mémoire.

Art. 5 - Accidents - Incendies - Avaries diverses -

Le Ministère de l'Intérieur prendra à sa charge les conséquences de tous dommages de nature quelconque pouvant survenir aux personnes ou aux choses à l'intérieur des locaux ou sur les emplacements concédés, sauf au cas de faute lourde de la part de la S.N.C.F. qui supportera alors les dommages corporels et matériels qui seront démontrés être la conséquence directe de cette faute lourde.

En conséquence, sous cette dernière réserve, le Ministère de l'Intérieur renonce à tout recours des chefs sus-énoncés contre la S.N.C.F. ou ses agents et s'engage, en outre, tant à les indemniser qu'à les garantir contre toute action qui viendrait à être exercée contre elle.

En ce qui concerne les dommages corporels ou matériels survenus en dehors des locaux ou des emplacements concédés, la responsabilité de chacune des parties restera appréciée suivant les règles du droit commun.

Art. 6 - Validité de la convention -

La présente Convention sera valable pendant une durée d'une année et se poursuivra ensuite d'année en année, aux mêmes clauses et conditions, à moins qu'elle ne soit dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes trois mois à l'avance.

Elle sera mise en vigueur à partir de la date de sa signature.

Elle annule et remplace la convention conclue entre le Ministère de l'Intérieur (Direction de la Sécurité Nationale) et la S.N.C.F. les 9 et 22 Décembre 1938.

Art. 7 - Timbre et enregistrement -

Les frais de timbre auxquels donnera lieu la présente convention seront payés par la S.N.C.F.

Les procès-verbaux d'occupation prévus à l'article 3 de la présente convention seront enregistrés gratis tant par application des dispositions de l'article 505 du code de l'Enregistrement que par celles du décret du 15 Octobre 1939, toutes les dépenses de l'espèce étant à la charge du Trésor Public.

Art. 8 - Election de domicile.-

Pour l'exécution des présentes, il est fait élection de domicile, savoir :

Pour le Ministère de l'Intérieur, dans les bureaux des Services Techniques de la Police, à Paris, 10, rue Pergolèse.

Et pour, la S.N.C.F. à son siège social, à PARIS, 88, rue Saint-Lazare.

Fait en triple exemplaires, à PARIS, le Onze Décembre mil neuf cent quarante quatre.

Pour le S.N.C.F.

Lu et approuvé

(s) VAGOGNE.

Le Directeur du Matériel du  
Logements et des Transports,

.....

Approuvé par Nous, PELABON, Directeur  
Général de la Sûreté, en vertu de l'autorisation  
permanente du Ministre de l'Intérieur.

PARIS, le 28 Janvier 1945.

.....

Le Conseiller référendaire  
à la Cour des Comptes  
Contrôleur des Dépenses engagées

.....

Enregistré à PARIS, le 13 Février 19



S.N.C.F.

Région

PROCES - VERBAL

-:-:-:-

Département

Commune

Gare

de mise à la disposition du Ministère de l'Intérieur (Sûreté Nationale) d'emplacements ou de locaux nus ou meublés.

L'An mil neuf cent  
et le

M. (nom et qualité de l'agent de la Sûreté Nationale

représentant la Direction du Matériel, du Logement et des Transports de la Sûreté Nationale.

et M. Chef de District de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, résidant à  
représentant la dite Société.

se sont réunis à la gare de conformément aux dispositions de la convention intervenue le onze décembre mil neuf cent quarante quatre, entre M. le Ministre de l'Intérieur et la S.N.C.F. pour déterminer les locaux ou emplacements à occuper dans la dite gare par la Sûreté Nationale.

Les lieux à occuper sont figurés sur le croquis ci-dessous.

Il résulte des indications de ce croquis côté qui a été vérifié contradictoirement sur place que la surface des (locaux ou emplacements) occupés à la gare de est de (en toute lettre) mètres carrés (indiquer l'état d'entretien des lieux).

Ces locaux sont éclairés par (nombre) lampes et sont chauffés par (nombre) foyers (indiquer l'état des lampes et foyers).

...



Le mobilier fourni par la S.N.C.F. comprend :

dont la valeur d'inventaire est de  
(indiquer l'état du mobilier).

Les lieux tels qu'ils sont décrits ci-dessus seront  
occupés à compter du (en toutes lettres).

Le montant de la redevance annuelle d'occupation est  
déterminé ainsi qu'il suit :

En cas d'occupation de locaux -

x m<sup>2</sup> à (conditions du C.C.O.)

En cas d'occupation d'emplacements nus -

x m<sup>2</sup> à (conditions du C.C.O. réduites de 50%)

Eclairage et chauffage électrique -

Le prix du Kwh sera le suivant :

1,54 + 0,0015 (I-5II)

(I représente la valeur de l'index économique  
basse tension).

(Dans le cas où la pose de compteurs se-  
rait impossible ou onéreuse, des forfaits pourront  
être pratiqués et établis d'après la durée moyenne  
d'utilisation et les prix de Kwh indiqués ci-dessus)

Chauffage autre que l'électrique -

x foyers à .....

(Le montant de la redevance annuelle totale  
sera ainsi de (en toutes lettres).....)

En foi de quoi les soussignés ont clos et arrêté le  
présent procès-verbal en triple expédition les jours, mois et an  
sus-mention.

Le procès-verbal sera enregistré gratis, tant par appli-  
cation des dispositions de l'article 505 du Code de l'Enregistre-  
ment que par celles du décret du 13 Octobre 1939, toutes les dé-  
penses de l'espèce étant à la charge du Trésor Public.

Pour la S.N.C.F.

Pour le Ministère de l'Intérieur  
(Direction du matériel, du lo-  
gement et des transports de la  
Sûreté Nationale.)